

« Prétendre que le stockage de CO₂ va sauver le climat, c'est la plus grosse arnaque du siècle »

MediaCités, 17 février 2025

Matthieu Slisse

Dans un entretien à Mediacités, Yamina Saheb, co-autrice du dernier rapport du Giec, s'indigne du recours annoncé au stockage géologique du CO₂ pour « verdir » l'industrie française et européenne. Avec force, elle dénonce un *greenwashing* financé à grand renfort d'argent public et appelle à un sursaut citoyen.

Défenseure de la sobriété

Ingénieure en bâtiment de formation, Yamina Saheb a soutenu, en 2003 à l'université Paul Sabatier de Toulouse, sa [thèse](#) consacrée à la réduction de la demande d'électricité dans le secteur résidentiel. Après avoir travaillé pour la Commission européenne ainsi que pour l'Agence internationale de l'énergie, elle a co-rédigé, entre 2018 et 2022 le 5e tome du rapport du Giec. En 2023, elle a créé le laboratoire mondial de la sobriété, *Sufficiency Lab* en anglais. Elle enseigne notamment à Sciences Po Paris.

Mensonge », « fausse solution », « arnaque », « fuite en avant »... Sur le captage-stockage de CO₂, cette technique miracle qui doit « verdir » les industries les plus polluantes de France [*lire l'encadré ci-dessous*], le discours de [Yamina Saheb](#), experte des politiques d'atténuation du changement climatique et co-autrice du dernier rapport du Giec [*groupe international d'experts sur le climat*] a le mérite de la clarté.

Non, enfouir du CO₂ dans des failles géologiques sous-marines ainsi que dans d'anciens gisements d'hydrocarbures, ce n'est pas « relever le défi du changement climatique », [comme le prétend TotalEnergies, le géant des hydrocarbures](#). Par voie de conséquence : oui, les promesses d'un ciment, d'un acier ou encore d'un aluminium « vert » sont autant de mirages.

Reste que ces diversions sont coûteuses. Pour faire émerger les très nombreuses infrastructures nécessaires au déploiement à grande échelle de ce que la chercheuse considère comme une « fausse solution », plusieurs dizaines de milliards d'euros de fonds public seront nécessaires. Autant d'argent qui pourrait, selon la créatrice d'un [laboratoire mondial de la sobriété](#), être bien plus utilement alloué à des politiques de réhabilitation du bâti existant ou encore au développement massif des transports en commun.

Les secrets du « verdissement » de l'industrie française

D'ici à 2030, les 50 sites industriels les plus polluants de France se sont engagés à diviser de moitié leurs émissions de dioxyde de carbone. À l'horizon : la promesse d'une industrie totalement « verte » en 2050. Pour y parvenir, la solution des géants de l'acier, du ciment et de la chimie tient en trois lettres : CCS, pour « *carbone capture and storage* ». En clair : faire disparaître sa pollution sous la mer.

De Toulouse au bord du Rhône, de Dunkerque à Saint-Nazaire, et même au Texas, Mediacités a enquêté pendant plusieurs mois sur ce procédé aussi miraculeux qu'ahurissant, abondamment soutenu par l'argent public. Révélations sur un écran de fumée à plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Mediacités : Dans la production de ciment, d'acier, de chaux ou encore d'aluminium, même si les procédés industriels évoluent, une part importante de pollution persistera. D'où cette idée : stocker géologiquement les émissions de CO₂ dites « résiduelles ». Que pensez-vous de cette solution qui – les patrons des sites industriels les plus polluants de France l'assurent – ne sera utilisée qu'en « dernier ressort ».

Yamina Saheb : Pour moi, prétendre que le stockage de CO₂ va sauver le climat, c'est la plus grosse arnaque du siècle. Tout le discours sur le captage-stockage de carbone est un discours mensonger. Ce qu'on observe, c'est avant tout un système qui résiste au changement.

Parler d'émissions « résiduelles », c'est faire diversion et rester bloqué dans un schéma où la croissance est le seul horizon. La sidérurgie, la cimenterie... tous ces secteurs extrêmement polluants dépendent du secteur de la construction. Ces émissions « résiduelles » existent uniquement parce qu'on se projette dans un monde similaire à celui des Trente Glorieuses, où on a construit à tout-va.

Ce monde est aujourd'hui révolu. En Europe de l'Ouest, on n'a presque plus besoin de construire. Le sens de l'histoire, c'est plutôt de réhabiliter les logements et d'occuper les bâtiments vacants. Si on raisonne de cette manière, on est forcé de reconnaître qu'on n'aura plus besoin d'autant d'acier et de ciment qu'avant. C'est donc parfaitement faux de dire qu'on ne peut pas éviter les émissions à la source.

Une baisse de la production, cela voudrait dire des suppressions d'emplois, voire des fermetures de sites, comme celui d'ArcelorMittal à Dunkerque, actuellement menacé. C'est ça, selon vous, l'horizon pour les industries les plus polluantes de France ?

Parler d'industrie « sobre », d'industrie « verte », tout ça, c'est du *greenwashing*. Oui, il y a des industries qui doivent fermer. Ce ne sera pas la première fois que des industries disparaîtront. Elles disparaîtront pour des raisons exogènes comme quantité d'autres avant elles. Il ne faut pas avoir peur de ça, il y a toujours eu des industries qui ont disparu et elles ont été remplacées par d'autres.

Par exemple, si l'industrie du construire neuf disparaît, c'est tout un secteur d'activité autour de la réhabilitation qui va émerger. Il y aurait bien plus de gagnants que de perdants. Pour le dire très simplement, les gagnants ce seront les peuples du monde et les perdants, ce seront une poignée de patrons.

Cette position, c'est l'exact opposé de celle des pouvoirs politiques qui entendent justement soutenir l'industrie. La commission européenne a déjà alloué 3,3 milliards d'euros à des projets de capture et de stockage de CO₂. De la même manière, le gouvernement français a annoncé vouloir débloquer plusieurs centaines de millions d'euros pour co-financer ces mêmes projets. C'est une erreur d'œuvrer au maintien d'une industrie européenne ?

Comment va-t-on vivre sur une planète surchauffée ? C'est cette question éminemment politique qui devrait être en permanence dans la tête des dirigeants qui ont la charge de nous protéger.

L'énorme erreur actuellement, c'est de laisser les industriels – c'est-à-dire des intérêts privés – diriger les opérations de décarbonation. Il n'y aura pas de décarbonation sans politique de sobriété. Mais bien évidemment, les industriels ne vont pas faire cette sobriété d'eux-mêmes. Il faut que les hommes politiques les y contraignent.

En l'absence de ce courage politique, on en arrive à cette situation où l'argent public est alloué au financement des leviers de décarbonation choisis par les industriels au lieu d'être consacré à l'émergence de nouveaux modèles économiques. C'est une fuite en avant.

Vous avez des mots extrêmement durs. N'y a-t-il vraiment aucun bien fondé au recours au stockage géologique du CO₂ ? C'est tout même une solution de décarbonation validée par les experts du Giec...

Certains scientifiques se sont faits les complices du plus grand mensonge climatique qui existe. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'un rapport du Giec, ce n'est rien de plus qu'une immense revue de la littérature existante. Les principaux critères de sélection, ce sont l'abondance de travaux sur un même sujet et l'existence ou non d'un consensus entre les scientifiques.

Or, justement, les recherches sur le stockage carbone sont particulièrement abondantes... et elles concluent toutes qu'il s'agit d'un levier efficace pour décarboner l'industrie lourde. C'est un miracle absolu quand on sait que, malgré deux décennies d'études, ces technologies ne sont toujours pas matures.

Aussi, très rares sont les études consacrées au CCS qui évoquent le coût environnemental de ce procédé, que ce soit en terme de besoins énergétiques ou encore de conséquences sur les écosystèmes. Pourquoi ? Parce que ces recherches sont pour l'essentiel financées par les industriels.

Pour le dire plus clairement, vous considérez que les industriels ont instrumentalisé les travaux du Giec ?

Notre problème, c'est la privatisation de la science. La science produit pour ceux qui payent. Et en dressant une synthèse des publications, le Giec amplifie toutes les lacunes d'une communauté scientifique qui est en partie financée par des intérêts privés.

C'est parce que les industriels ont financé des recherches pendant des années, qu'en 2005, un premier [rapport spécial](#) a été consacré au stockage de CO₂. Ce rapport a transformé une fausse solution en une solution potentielle. Ça a été la première victoire, un bond dans la légitimation du CCS.

Ensuite, à partir de la publication de ce premier rapport, les Etats et les industriels se sont mis à investir encore davantage dans la recherche. Ce qui est d'ailleurs curieux puisque normalement, la science ne part pas d'une réponse pour faire la démonstration qu'elle est efficace.

Toujours est-il que, la conséquence de ça, ça a été un rapport n°6 du Giec, *[dans lequel Yamina Saheb a écrit la partie consacrée à la performance énergétique des bâtiments]* où le CCS s'est vu reconnaître comme une solution d'atténuation des émissions de CO₂.

« Défendre le stockage du CO₂, c'est faire obstacle à la lutte contre le changement climatique »

D'une certaine manière, l'industrie a auto-légitimé sa solution ?

L'industrie a utilisé certains scientifiques pour construire un narratif. Cela a très bien fonctionné puisqu'aujourd'hui, vous ne trouvez plus un seul scénario de réduction des émissions compatible avec les accords de Paris *[hausse globale des températures de 1,5 degré par rapport à la période pré-industrielle]*, qui ne comprenne pas une utilisation plus ou moins importante du CCS.

Et ça va continuer : dans le rapport n°7 du Giec, il est prévu un chapitre entier sur le « *carbon dioxide removal* », soit tous les moyens artificiels et naturels qui permettent de stocker durablement du CO₂.

Ma position est on ne peut plus claire. C'est une fausse solution et tout scientifique qui dresse une feuille de route de réduction des émissions incluant un recours au CCS se rend complice de l'écocide. Défendre le stockage du CO₂, c'est faire obstacle à la lutte contre le changement climatique.

Selon vous, le principal levier d'action pour réduire les émissions devrait être la sobriété. En quoi est-ce que ça consiste concrètement ?

Sobriété, traduction de *sufficiency* en anglais, c'est une notion qui n'avait pas été employée avant le 6^e tome du rapport Giec [*paru en 2022*]. J'ai d'ailleurs dû beaucoup batailler pour qu'elle y soit ajoutée. C'est une notion qui emprunte à beaucoup de disciplines et notamment à la philosophie. Il s'agit d'une théorie de justice distributive basée sur l'équité. L'idée est que chacun puisse bénéficier d'un minimum nécessaire à son bien-être. Le tout dans un maximum collectif qui est défini par les limites planétaires.

On a tendance à croire que la sobriété, ce sont des changements de comportements individuels, des petits gestes comme éteindre la lumière en quittant une pièce ou baisser la température dans son appartement. C'est totalement faux. C'est au monde politique d'encourager des changements de comportements. On le voit avec les politiques cyclables : si les gens se mettent à faire du vélo en ville, c'est que la municipalité a mis en place des infrastructures qui le permettent.

Dans le cadre des travaux du [laboratoire de la sobriété](#), on a démontré que dans l'Union européenne, le potentiel de réduction des émissions avec de la sobriété – c'est-à-dire une réutilisation des mètres carrés déjà bâtis mais vacants, une augmentation des trajets sans voiture... – est supérieur à celui projeté pour le CCS. D'autant plus que là, au lieu d'être captées, ces émissions de CO₂ ne seraient pas émises du tout...

Mettre en place une politique de sobriété, c'est trop difficile ?

Ça remet en question l'intégralité de notre schéma mental basé sur la consommation et le culte du progrès technologique. Cela ne devrait pas être considéré comme un discours décadent de dire : le béton armé pose problème dans une planète en surchauffe, il nous faut donc retourner à des techniques de constructions plus sobres. Et pourtant...

C'est un exemple parmi d'autres qui montre que, sans pour autant vivre moins bien, il nous serait collectivement possible d'éviter énormément d'émissions en amont. Pour y parvenir, dans le but d'encourager les politiques à l'action, il nous faut nous réapproprier notre citoyenneté. À partir du moment où nous cesserons d'être des consommateurs pour redevenir des citoyens, nous aurons fait une grande partie du chemin.